



EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

20 December 2016

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/EU - [Déclaration de la Haute-Représentant/Vice-Présidente de la Commission européenne Federica Mogherini sur l'absence d'accord en République Démocratique du Congo](#), Service Européen d'Action Extérieure, 18 décembre

« À la veille de l'échéance constitutionnelle du 19 décembre, l'absence d'accord persistant entre les acteurs politiques dans le cadre de la médiation de la Conférence épiscopale du Congo (CENCO), malgré tous les efforts déployés par les évêques, ouvre une période à haut risque.

À la veille de l'échéance constitutionnelle du 19 décembre, l'absence d'accord persistant entre les acteurs politiques dans le cadre de la médiation de la Conférence épiscopale du Congo (CENCO), malgré tous les efforts déployés par les évêques, ouvre une période à haut risque.

L'Union européenne soutient la poursuite des efforts de la CENCO. Elle en appelle au sens de responsabilité de tous afin d'atteindre un accord qui reste à portée de main. Elle demande en particulier au gouvernement de consentir rapidement aux mesures de confiance et de décrispation demandées aussi par les Chefs d'Etat de la région à Luanda le 26 octobre dernier. Tous les acteurs doivent accepter les compromis nécessaires en vue d'aboutir à un accord inclusif, pour permettre, dans les plus brefs délais, la tenue d'élections transparentes et crédibles.

L'UE encourage l'ONU, l'Union Africaine et les pays de la région à continuer à œuvrer pour que la RDC puisse s'engager dans une transition pacifique et démocratique en ligne avec la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. L'UE reste disposée à accompagner ce processus. Comme indiqué dans sa déclaration du 12 décembre, l'absence d'un accord qui donnera la légitimité indispensable à l'autorité de transition, affectera les relations de l'Union européenne avec la RDC.

En ce moment, plus que jamais, l'UE appelle les autorités de la RDC à assurer le strict respect des libertés fondamentales, de faire preuve de la plus grande retenue et s'abstenir de tout usage disproportionné de la force dans leur réaction aux manifestations. Les acteurs de l'opposition et de la société civile doivent se montrer responsables en assurant le caractère pacifique de leurs actions. L'UE a démontré sa ferme intention de sanctionner ceux qui sont responsables de graves violations des droits de l'Homme, incitent à la violence ou qui

feraient obstacle à une sortie de crise consensuelle, pacifique et respectueuse de l'aspiration du peuple congolais à élire ses représentants.

Enfin, l'UE rappelle la responsabilité des autorités congolaises à assurer la sécurité des ressortissants étrangers sur son territoire. »

DRC/EU - [Joseph Kabila's decision to postpone presidential elections in DRC is unacceptable](#), S&D Group in the European Parliament, December 19

DRC/France – [République démocratique du Congo - Situation \(20 décembre 2016\)](#), France Diplomatie, 20 décembre

« Alors que le mandat constitutionnel du président de la République démocratique du Congo a pris fin, la France est préoccupée par les informations faisant état d'arrestations, ainsi que de violences, à Kinshasa et à Lubumbashi.

La France appelle les autorités et les forces de sécurité congolaises à agir dans le respect des droits de l'homme.

La responsabilité individuelle des auteurs de crimes et d'autres violations des droits de l'Homme est engagée.

La gravité de la situation justifie que l'Union européenne réexamine ses relations avec la République démocratique du Congo.

La France réitère son soutien aux efforts de la conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) pour apporter une solution à cette crise. »

⇒ [Paris appelle l'UE à réexaminer ses relations avec la RDC](#), Reuters, 20 décembre

« La France a appelé mardi l'Union européenne à réexaminer ses relations avec la République démocratique du Congo (RDC) au vu de la gravité de la situation sur place.

"Alors que le mandat constitutionnel du président de la République démocratique du Congo a pris fin, la France est préoccupée par les informations faisant état d'arrestations, ainsi que de violences, à Kinshasa et à Lubumbashi", a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères lors d'un point de presse.

"La gravité de la situation justifie que l'Union européenne réexamine ses relations avec la République démocratique du Congo", a-t-il souligné.

"La France appelle les autorités et les forces de sécurité congolaises à agir dans le respect des droits de l'Homme. La responsabilité individuelle des auteurs de crimes et d'autres violations des droits de l'Homme est engagée", a dit le porte-parole.

Le second mandat de Joseph Kabila a expiré lundi à minuit. L'élection présidentielle qui devait permettre de trouver son successeur a été repoussée au moins à avril 2018. De violents affrontements ont opposé forces de l'ordre et partisans de l'opposition dans plusieurs quartiers de Kinshasa, la capitale, notamment. »

DRC/France - [République démocratique du Congo - Attaque contre les casques bleus \(19 décembre 2016\)](#), France Diplomatie, 19 décembre

« La France condamne l'attaque qui a entraîné la mort d'un casque bleu sud-africain de la MONUSCO et d'un policier congolais le 19 décembre à Butembo, en République démocratique du Congo.

Nous présentons nos condoléances à leurs familles.

La France réitère son soutien à l'action stabilisatrice de la MONUSCO et au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en République démocratique du Congo. »

DRC/BELGIUM - [Didier Reynders et Alexander De Croo expriment leur préoccupation face à la situation en RD Congo](#) // [Didier Reynders and Alexander De Croo worried on the situation in the DR Congo](#), Ministère des Affaires Etrangères belge, 20 décembre



didier reynders ✓
@dreynders



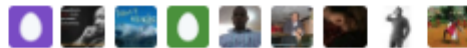
Following

Fin du mandat présidentiel de la **#RDC**: avec **@alexanderdecroo** nous exprimons notre préoccupation face à la situation eepurl.com/cug85D

View translation

RETWEETS
106

LIKES
68



10:42 AM - 20 Dec 2016

DRC/UK - [Tobias Ellwood, Minister for Africa, calls for swift elections in the Democratic Republic of Congo](#), UK Foreign & Commonwealth Office, December 19

DRC/SPAIN



Emb. España Bélgica
@EmbEspBelgica



Suivre

Preocupados por crisis política y situación derechos humanos en **#RDCongo**. Solución pacífica, consensuada y constitucional.

Voir la traduction

16:10 - 20 déc. 2016

Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

Natural Resources - Conflict minerals

DRC

Politics – Elections

[RDC: Voici le mot d'ordre du President du Rassemblement et de l'UDPS, le Dr Etienne Tshisekedi](#), Youtube, 19 décembre

[EU and US should impose sanctions on DRC President Kabila and his family, rights group urges](#), IBT, December 19

[RD Congo : ce qu'il faut savoir sur le gouvernement nommé à la fin du mandat de Kabila](#), Jeune Afrique, 20 décembre

[RDC : Kabila, Tshisekedi, Katumbi... L'ex-médiateur Edem Kodjo dit tout](#), Jeune Afrique, 19 décembre

[Un 20 décembre mortel en RDC](#), VOA, 20 décembre

[Le pape François prie pour la paix en RDC](#), africanews, 20 décembre

[RDC: Les experts de l'ONU exhortent le gouvernement à lever les restrictions « abusives » imposées aux manifestants pour éviter la violence](#), OHCHR, 20 décembre

['No peaceful solution' to DRC crisis warns leader of opposition coalition Le Rassemblement](#), IBT, December 20

Security

[Dans l'est de la RDC, un groupe armé attaque la ville de Butembo](#), Le Monde, 19 décembre // [DR Congo: Ban condemns killing of UN peacekeeper](#), UN News Centre, December 19



Mission de l'Organisation des Nations Unies
pour la Stabilisation en République
démocratique du Congo

United Nations Organisation Stabilization
Mission in the Democratic Republic of Congo

12, Avenue des Aviateurs - Gombo
Kinshasa, RD Congo - BP 8811

Tél. +243 81 890 5000
+243 81 890 6000

PROTÉGER

STABILISER

CONSOLIDER LA PAIX

CP/OSMR/201216

Division de l'information publique
Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

Communiqué de presse

La MONUSCO exprime sa vive préoccupation face à la vague d'arrestations et de détentions en cours en RDC

Kinshasa, le 20 décembre 2016 – Maman S. Sidikou, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et chef de la MONUSCO, a exprimé sa profonde inquiétude face à la vague d'arrestations et de détentions en cours des trois derniers jours dans toute l'étendue de la République démocratique du Congo (RDC). En outre, il déplore le caractère arbitraire de certaines de ces arrestations. Depuis le 16 décembre, l'Organisation des Nations Unies a recensé 113 arrestations dans le pays, dont des dirigeants et des sympathisants de l'opposition, des activistes de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, des professionnels des médias, ainsi que d'autres personnes. La plupart de ces arrestations ont été effectuées par la Police Nationale Congolaise (PNC), l'Agence Nationale de Renseignement (ANR) et la Garde Républicaine, et ont eu lieu à Goma, Kinshasa et Bukavu. Les Nations Unies n'ont pas été systématiquement autorisées à avoir accès aux lieux de détention afin de vérifier les conditions dans lesquelles se trouvent les détenus.

« Je suis sérieusement préoccupé par les arrestations dont font l'objet certaines personnes qui ne font qu'exprimer leurs opinions politiques. J'exhorte les autorités nationales à respecter scrupuleusement leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme, à créer un climat de tolérance et de respect politiques, et en tournant décisif de l'histoire de la RDC, et à garantir au personnel des Nations Unies un accès libre et sans restriction à tous les centres de détention. Je lance également un appel aux autorités compétentes pour un strict respect de la loi, afin de garantir à toutes les personnes détenues une procédure judiciaire équitable, mais aussi pour mettre fin à toutes les détentions à caractère politique », a déclaré Maman S. Sidikou.

Le Représentant spécial souhaite revenir sur son communiqué de presse daté du 18 décembre 2016, dans lequel il souligne la nécessité pour tous les Congolais, et en particulier les responsables des institutions judiciaires et des agences de l'Etat en charge de la sécurité, de respecter les lois de la République et d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris la liberté d'opinion, d'expression et de réunion pacifique consacrée dans la Constitution, et ce, dans un espace politique ouvert. Cela est essentiel pour créer un environnement propice à la tenue prochaine d'un dialogue constructif en RDC.

Charles Bamba, Directeur de l'information publique : bamba@un.org - tél. +243 81 890 5202 - mobile : +243 997 06 88 78
Felix Prosper Baise, Porte-parole : baise@un.org - tél. +243 81 890 40 24 - mobile : +243 997 06 88 75

Adèle Lukishi, Relations Médias : mlukishi@un.org - tél. +243 81 890 7706

Peace it!

facebook.com/monusco.org | twitter.com/monusco | flickr.com/photos/monusco/ | www.monusco.org



Habibou Bangré @Habibou_Bangre · 57m

#RDC: Monusco exprime vive préoccupation face à la vague
d'arrestations et de détentions, ONU a recensé 113 arrestations ds
pays dep 16 dec



Sonia Rolley ✓
@soniarolley



Abonné

#RDC : attaque de miliciens Kwamina nsapu sur **#Kananga** selon la société civile. Affrontements avec forces sécurité

RETWEETS
188

J'AIME
98



13:59 - 20 déc. 2016

Natural resources

[Au moins 20 morts en RDC après un éboulement dans une mine](#), Yahoo News, 18 décembre

Burundi

Political & Security crisis

[Mkapa: "Burundi government is legitimate"](#) // [Mkapa : « Le pouvoir de Bujumbura est légitime »](#), Iwacu, December 19

[Attaque du 11 décembre 2015 : une année après, le doute persiste](#), Iwacu, 19 décembre

Rwanda

Politics & Security

[Rwanda : Frank Habineza candidat à l'élection présidentielle contre Paul Kagame](#), Jeune Afrique, 19 décembre

« Le leader du Parti démocratique vert a été investi candidat à l'élection présidentielle contre le président rwandais, candidat à sa succession pour un troisième mandat.

À l'issue d'une réunion du bureau politique, le Parti démocratique vert, seul parti d'opposition reconnu par les autorités rwandaises, a désigné Frank Habineza, leader du mouvement, candidat à l'élection présidentielle du 4 août 2017, indique un communiqué daté du 17 décembre. »

News from EurAc network and from partner organisations

EurAc EurAc
@EurAc_Net

Donatella Rostagno @EurAc_Net comments
the current political & security crisis in **#DRC**
live on TV @BX1_Actu bx1.be/live/ **#RDC**



RETWEET 1 LIKE 1



6:44 PM - 20 Dec 2016